



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE

Arrêté n° 28-2018-474 du 17 JUIL. 2018
portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive

La Préfète de région ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et des fouilles archéologiques ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté modificatif n°17-1000 du 29 décembre 2017 portant délégation de signature générale d'activités de la Préfète de région au Directeur régional des affaires culturelles de Normandie ;

Vu le dossier enregistré sous le n° PC02701618A0009, permis de construire, déposé par – CENTRE HOSPITALIER SAINT JACQUES LES ANDELYS – pour le projet « route de Paix » localisé à LES ANDELYS, transmis par SEINE NORMANDIE AGGLOMERATION, reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 9 juillet 2018 ;

Vu la proximité du théâtre antique de la Côte des Noyers (environ 300 m) et de la situation du projet en contrebas de cet édifice dans la vallée de Paix ;

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique : Bien que les terrains aient été en grande partie remblayés dans les années 1970, puis recouverts d'une dalle de béton, les travaux envisagés prévoient des galeries techniques et des fondations susceptibles d'atteindre des niveaux témoignant de la présence antique dans le secteur. La sédimentation de comblement de la vallée observée en d'autres points montre que celle-ci a été parfois importantes et que les niveaux antiques peuvent se trouver plus d'un mètre sous le terrain actuel. ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet.

ARRÊTE

Article 1 - Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « route de Paix », sis en :

RÉGION : NORMANDIE

DEPARTEMENT : EURE

COMMUNE : LES ANDELYS

Lieudit ou adresse : Route de Paix

Cadastre : Section : AN, Parcelle(s) : 219, 218, 209, 208, 205 / Section : ZD, Parcelle(s) : 162, 152, 151

Réalisé par : CENTRE HOSPITALIER SAINT JACQUES LES ANDELYS

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie de 26 977 m², est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté.

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 - L'attribution de la réalisation du diagnostic fait l'objet d'une décision distincte du présent arrêté.

L'opérateur ainsi désigné soumettra un projet d'intervention élaboré sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis par le présent arrêté

Article 3 - Objectifs scientifiques

La vérification de la présence ou non d'un niveau d'occupation ou de remblais antique est la principale orientation scientifique. Une connaissance globale de la stratigraphie de comblement de la vallée sera un second axe de recherche.

Le diagnostic doit permettre de préciser la nature, la datation, la chronologie, l'extension et la puissance stratigraphique des structures archéologiques conservées.

Il doit fournir les informations nécessaires pour décider ou non de la réalisation d'une fouille archéologique et de ses modalités techniques.

Article 4 - Principes méthodologiques

La stratigraphie générale du site devra être reconnue grâce à la réalisation de sondages profonds à des emplacements définis en accord avec l'aménageur. Si nécessaire, le responsable d'opération pourra faire appel à l'avis d'un géomorphologue.

Le diagnostic devra être réalisé par ouverture de sondages en tranchée, avec le cas échéant réalisation de « fenêtres » de décapage à l'emplacement des structures archéologiques présentant une concentration ou une extension particulière. Le maillage d'espacement des tranchées pourra être réduit à l'emplacement de ces zones pour en définir l'extension.

Le responsable d'opération aura recours à une méthode d'échantillonnage des structures archéologiques, en pratiquant une vidange raisonnée et leur relevé systématique, ainsi qu'un relevé de la stratigraphie rencontrée, sous forme de dessins, fiches et photographies.

Les données archéologiques seront enregistrées selon les modalités classiques (plans, relevés, photographies). Le rapport devra comporter, outre les éléments requis pour le DFS, une étude (description, comptage et dessin) et un inventaire du mobilier récolté et des structures archéologiques rencontrées.

Une priorité d'implantation des sondages de diagnostic au droit des futures galeries techniques et zones de terrassements profonds sera privilégiée. A minima, deux transects transversaux à l'axe de la vallée devront être réalisés, éventuellement de façon discontinue, ou par succession de "logs stratigraphiques".

L'intervention de diagnostic pourra se faire avant ou après retrait des dalles béton selon les options techniques à définir en accord entre aménageur et l'opérateur archéologique qui sera désigné ultérieurement.

Article 5 - Responsable scientifique

Le responsable scientifique du diagnostic, dont la désignation fera l'objet d'un arrêté ultérieur, doit justifier des qualifications suivantes : spécialiste de l'Antiquité et devant justifier d'une expérience en contexte sédimentaire complexe, ou être assisté d'un géomorphologue..

Article 6 - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à SEINE NORMANDIE AGGLOMERATION, à CENTRE HOSPITALIER SAINT JACQUES LES ANDELYS et à Mission archéologique départementale de l'Eure et INRAP - Direction interrégionale Grand-Ouest.

Fait à CAEN, le 17 JUIL. 2018

Pour la préfète de la région Normandie,
Préfète de la Seine-Maritime,
et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles


Jean-Paul OLLIVIER